

de la concentration des forces françaises, une situation des plus difficiles, des plus compromettantes même. L'exécution des mesures prescrites produisit des mécontentements, justifiés en apparence, des colères violentes et même les accusations les plus graves sur les projets et les intentions qu'on était porté à lui prêter pour l'avenir. Aussi, de tous côtés, s'élevèrent des clameurs, des réclamations, des protestations émanant des gouverneurs des provinces abandonnées, des préfets des départements laissés à la garde illusoire des troupes impériales. Des protestations, enfin, furent adressées à Maximilien qui en éprouva un profond ressentiment. Son entourage et le Gouvernement se répandirent en imprécations contre le Maréchal français qu'on accusa sourdement de vues ambitieuses personnelles. Hélas ! le malheureux en était bien incapable ! Il dut pourtant garder le silence, tout en continuant, avec une résolution inflexible et un calme parfait, à remplir le devoir bien lourd de garantir à la fois l'honneur et la sécurité de nos armes au Mexique, en se conformant strictement et quand même aux ordres de son souverain.

Ce qui fut autrement grave pour son âme et son cœur de soldat discipliné et de chef bienveillant, c'est que cette situation eut un contre-coup funeste chez quelques-uns de ses subordonnés, et des plus haut placés, que l'inconnu incompréhensible dans lequel on les lançait poussa presque dans les bras de l'indiscipline. Il se produisit alors un incident profondément douloureux, mais dont les conséquences furent paralysées grâce à l'extrême bienveillance du Maréchal, très affecté du cas dans lequel s'était mis un de ses généraux les meilleurs et pour lequel il avait la plus affectueuse sympathie. C'était le général Brincourt qui préférait « briser son épée que de la tacher ».

En effet, envoyé à Chihuahua pour en chasser Juarez, il s'était établi dans cette grande cité, laissant ainsi supposer aux habitants que les troupes françaises ne les quitteraient pas. Aussi, lorsqu'il reçut l'ordre d'évacuer ce pays pour se

retirer sur Durango, abandonnant aux plus redoutables éventualités les populations qu'il était venu protéger, il fut pris d'un accès de découragement et de désespoir indigné qui lui imposèrent une détermination des plus regrettables, condamnable même, mais cependant digne de pitié et d'admiration. Il préféra commettre un acte d'indiscipline qu'un acte de félonie à l'égard des populations auxquelles il avait garanti protection; il trouva plus digne de manquer aux devoirs de la subordination que d'infliger ce qu'il considérait comme une humiliation à son drapeau et aux troupes qu'il était obligé de ramener en arrière sans y voir des raisons péremptoires ou impérieuses.

Le général Brincourt remit son commandement au colonel Carteret, le plus ancien des chefs de corps de sa brigade, et écrivit à son divisionnaire, le général de Castagny, une longue lettre où, sous l'inspiration outrée mais dénaturée des sentiments les plus nobles, se dégage le plus regrettable esprit d'indiscipline. Il demande à être relevé de son commandement si le Maréchal ne revient pas sur les ordres qu'il a donnés pour une concentration *que rien ne justifie*. Si on ne fait pas droit à sa réclamation, *il donnera sa démission*.

Lorsque cette lettre, transmise par le général de Castagny, parvint à Mexico, on se demanda si le général n'avait pas eu un moment d'égarement. Le Maréchal en fut profondément affecté; mais il ne voulut voir dans cette protestation enflammée d'un de ses subordonnés qu'une exagération des sentiments les plus élevés formulés avec une grande loyauté. Aussi quand le général Brincourt arriva à Mexico, décidé à rentrer en France, le maréchal Bazaine l'accueillit avec bonté et le garda auprès de lui, l'assurant qu'il lui donnerait l'occasion de prendre une magnifique revanche si les grands événements dont il envisageait la possibilité venaient à se produire. Cela se passait en fin de novembre.

Ainsi fut clos l'incident Brincourt dont la cause résida uniquement dans l'obligation où se trouvait le Maréchal de concentrer ses troupes en prévision des éventualités pouvant

surgir du côté américain, et en exécution des instructions de l'Empereur Napoléon appuyées sur les mêmes causes.

Du reste, cette évacuation de Chihuahua était si bien la conséquence des appréhensions nécessitant la concentration, que je trouve, dans une lettre du Maréchal à l'Empereur, en date du 27 juillet 1865, les indications suivantes : « J'espère que Juarez, fatigué par ses pérégrinations, finira par quitter le sol mexicain, ce qui facilitera aux Etats-Unis la reconnaissance de l'Empire et ôtera tout drapeau légal aux dissidents encore en armes. Si aucun événement ne vient se mettre en travers, les troupes de Votre Majesté entreront à Chihuahua vers le 15 août au plus tard. Dès que l'autorité impériale y aura été reconnue et que des forces mexicaines y auront été organisées, les *troupes françaises reviendront sur Durango.* »

D'autre part, dans une autre lettre à l'Empereur, le Maréchal écrivait le 9 novembre, après avoir fait donner l'ordre au général Brincourt de revenir sur Durango : « Juarez serait toujours sur la frontière mexicaine, prêt à rentrer à Chihuahua dès qu'il en trouvera l'occasion; je suis donc obligé de laisser une colonne dans cet Etat pendant deux mois environ, jusqu'à ce que son organisation administrative et militaire soit assez vigoureuse pour n'avoir rien à craindre d'un retour offensif des Juaristes. Cependant, en cas d'une invasion par des forces américaines, le commandant de cette colonne a pour instructions de se replier sur Durango sans attendre de nouveaux ordres. »

Ces dispositions prouvent que le général Brincourt a un peu perdu la tête et s'est trop pressé de croire abandonnées les populations de Chihuahua.

Après avoir exposé l'incident Brincourt, il n'est pas sans intérêt de faire connaître comment il a été apprécié et surtout interprété par un autre officier général dont j'ai déjà signalé les intempérances de plume, le général Douay. Voici ce qu'il écrivait à son frère, le 4 janvier 1866, de San-Luis de Potosi, siège de son commandement :

« Je ne sais pas ce qui est advenu du différend de Brincourt avec le Maréchal; c'est le second général, après Lhéritier, dont le Maréchal se défait. Tous deux étaient des hommes de valeur et de distinction. Ceux-là ne font pas son affaire, il préfère des incapacités notoires, mais sans caractère; ils secondent mieux ses soi-disant plans habiles qui se réduisent à du gâchis préparé dans du galimatias. » Etrange façon d'écrire l'histoire pour un général de division, surtout quand celui-ci commence par déclarer *qu'il ne sait pas!* Prétendre que le maréchal Bazaine a voulu se défaire du général Brincourt, alors qu'il l'a conservé auprès de lui, bien que ce général se fût mis dans le cas d'une disgrâce absolue, c'est inqualifiable. Et quel langage à l'égard de son chef qui, à la tête d'une division, gagnait des batailles alors que lui était encore colonel.

Dans l'esprit inquiet et envieux du général Douay, c'était devenu un parti pris de critiquer, de déprécier son chef. Ces sentiments blâmables m'ont toujours paru inspirés par une jalousie vraiment injustifiée, bien mal placée, qui semble remonter au siège de Puebla où les circonstances ont voulu que le général Bazaine eût des succès éclatants, alors que les événements ne permirent pas au général Douay de mettre en relief les qualités militaires de toute sorte qu'il croyait posséder. Il n'en fit cependant pas montre, au cours de cette fameuse nuit, la deuxième après l'investissement complet de Puebla, où il laissa s'échapper à travers les mailles du réseau d'investissement assuré par sa division, secteur nord, toute la cavalerie de l'armée mexicaine que nous venions d'enfermer dans la forteresse, c'est-à-dire 3 ou 4.000 cavaliers qui passèrent dans son filet probablement mal tendu? Il a dû s'empresse d'oublier ce haut fait négatif.

Du jour où cet officier général eut en poche une lettre de service lui donnant éventuellement le commandement suprême, au cas où le Maréchal ferait défaut, cette jalousie se transforma en une animosité sourde mais systématique des plus dangereuses et fort regrettable. J'aurai l'occasion,

malheureusement, de revenir sur ces attaques ténébreuses et injustes que le général Douay ne cessa d'entretenir d'une façon inqualifiable jusqu'à la fin de notre intervention au Mexique. Ces attaques déloyales, dont on ne pouvait soupçonner alors la gravité, contribuèrent à rendre très difficile la tâche finale du maréchal Bazaine, et faillirent même compromettre au plus haut point sa situation.

Du reste, à cette époque, un vent de fronde commençait à souffler un peu partout, depuis que les affaires se gâtaient, que des difficultés surgissaient de toutes parts et que les dispositions que commandaient les événements ne pouvaient satisfaire tout le monde. La malignité des caractères aigris apparut principalement dans la population, surtout dans la société gouvernementale, qui se prenait à critiquer à tort et à travers et à appliquer inconsidérément les responsabilités. Mais si ce désordre intellectuel, cette anarchie morale, qui régnaient dans les esprits, si cette lèpre de discorde avait déjà fait quelques taches dans notre armée, elle n'avait pas épargné non plus nos fonctionnaires civils, nos agents financiers et autres, qui se laissaient parfois influencer par le milieu ambiant indigène. Au lieu de marcher unis dans la voie des intérêts français, en se groupant autour du chef suprême de l'intervention, il y avait des fonctionnaires, et des plus haut placés qui, dans l'ombre, sortaient de la voie loyaliste, cabalaient sourdement et suivaient trop complaisamment des influences extérieures ou des intérêts, des sympathies personnelles contraires à l'intérêt général de la cause française.

Le Maréchal eut-il connaissance de ce fâcheux état de certains esprits ? Assurément. Cependant, je n'en ai jamais eu la preuve personnelle, car il savait maîtriser ses impressions et les tenir secrètes. Ce que je sais bien, cependant, c'est qu'il avait connaissance de certaines rumeurs calomnieuses et diffamatoires que colportaient les langues hostiles. Moi-même, j'ai eu l'occasion et la franchise hardie de lui en faire connaître quelques-unes, et des plus cruelles.

C'était, je crois, au commencement de 1866, je l'accompagnais, dans l'après-midi, à sa promenade quotidienne au Paseo; nous étions seuls dans son coupé et causions de la situation générale, qui était devenue inquiétante. Le Maréchal se plaignait des difficultés qu'on faisait naître journellement sous ses pas et de la mauvaise foi de certains partis politiques, de la déloyauté de personnages gouvernementaux : « On a beau m'attaquer, disait-il, je n'ai rien à me reprocher, je fais ce que je crois de mon devoir, en me conformant aux instructions que je reçois de l'Empereur, de mon Gouvernement, et je n'ai rien à craindre. » — « Pardon, Monsieur le Maréchal, on emploie les moyens les plus infâmes pour expliquer les actes qu'on vous reproche ou qu'on critique dans certains milieux, et on répand les assertions les plus graves contre lesquelles on doit absolument se garantir. Vous êtes attaqué dans votre dignité personnelle, dans l'ombre aujourd'hui, mais plus tard, sans doute, vous le serez au grand jour et je pense, avec tous ceux qui vous sont dévoués, que vous devez prendre vos précautions, dès maintenant, pour l'avenir. La calomnie opérant dans l'ombre fait toujours des victimes. Et puis, vous ignorez, évidemment, la gravité des infamies qu'on colporte. Comme vous nous avez toujours dit que vos aides de camp devaient vous dire tout ce qu'ils apprenaient, que je n'y ai jamais manqué, je vous demande la permission de vous répéter deux bruits tellement abominables que si vous ne prenez pas vos précautions dès à présent et n'écrasez pas la calomnie, il sera bien difficile plus tard de conjurer ses effets. Ainsi, on raconte que c'est vous qui commanditez le grand magasin français, « A los precios de Francia » (aux prix de France), que tient Louise, la modiste, que connaissent si bien tant d'officiers. » — « Ah ! c'est trop fort, s'écria le vieux soldat indigné, avec quoi donc pourrais-je faire un pareil métier ? » — « Mais, Monsieur le Maréchal, ce n'est pas pour moi que vous devez protester, ce n'est pas moi ni mes camarades que vous devez convaincre. Et puis cette autre monstruosité :

on prétend que vous avez reçu un million des Américains, pour faire en sorte que nous laissions l'Empire sans moyens de résistance; c'est insensé, mais ça se dit et c'est trop. » — « Mais, mon enfant, je n'ai pas le sou et on verra bien que je n'en ai pas ! » Et sa voix tremblait d'une émotion que j'étais tout troublé d'avoir provoquée. Pourtant, avoir rendu service, si hardi que ce fût, à cet homme si puissant et qui, sur un pareil terrain, se trouvait désarmé, me paraissait le plus impérieux des devoirs, et je ne regrettais pas mon audacieuse franchise. Le Maréchal, très ferme, me prit la main et me dit : « Blanchot, vous avez bien fait de me dire cela; mais on ne pourrait pas prouver ce qui n'est pas ! » — « Evidemment, Monsieur le Maréchal, cependant prenez vos précautions et défendez-vous. » Que fit-il ? Je ne l'ai jamais su; mais ce qui est certain c'est que les commérages et les rumeurs malveillantes continuèrent à circuler dans l'ombre et à compliquer la marche des affaires en rendant les relations difficiles. Si les sentiments d'opposition ou de résistance du parti hostile à l'action française qui s'agitait autour du gouvernement de Maximilien, atteignaient quelques esprits chagrins dans les cadres élevés de l'armée, ils pénétraient également, plus encore même, dans la pensée de quelques fonctionnaires civils, également haut placés, ce qui portait une atteinte grave à la conduite des affaires et compromettait l'action de la France. Ces effets m'ont alors paru se faire sentir particulièrement dans le rôle de notre diplomatie à Mexico.

Lorsque naquit la question américaine, le Gouvernement français crut sage et utile d'envoyer pour le représenter à Washington, le marquis de Montholon, alors ministre de France à Mexico. Cette combinaison diplomatique était heureuse, car M. de Montholon, en dehors de ses qualités personnelles de diplomate habile, conciliant et sympathique, avait le double avantage, dans les circonstances du moment, de connaître à fond les deux partis en conflit naissant : les Etats-Unis, où il avait déjà représenté la France et où il

s'était marié; le Mexique où il avait pris la succession détestable de M. Dubois de Saligny, qu'il avait, du reste, puissamment contribué à améliorer. La solution donnée à cette première partie de l'équation était sage, logique et profitable; mais celle concernant la deuxième qui comportait le remplacement de M. Montholon à Mexico, l'était-elle également? Je ne le pense pas. M. Drouin de Lhuys, notre ministre des Affaires étrangères, avait commis une faute que le précédent créé par M. Dubois de Saligny aurait dû faire éviter. Si ce diplomate n'a pas rempli sa mission d'une façon satisfaisante lorsque l'intervention eut commencé son action politique au Mexique, s'il eut une attitude répréhensible et nous créa des difficultés, c'est parce que depuis longtemps au Mexique il s'y était créé, avec un parti politique, des relations qui lui firent commettre les fautes les plus graves et nous suscitèrent des embarras tels qu'on dut le rappeler. Or, qui donc M. Drouin de Lhuys avait-il choisi pour mettre à la place de M. de Montholon ? M. Dano, un diplomate de carrière, mais dont une partie de la carrière s'était faite à Mexico comme premier secrétaire de légation et qui s'était créé, lui aussi, au Mexique des relations souvent embarrassantes pour un agent diplomatique. En outre, il y avait laissé un assez fâcheux souvenir dans l'esprit d'un grand nombre de Français résidant au pays, à propos d'une affaire grave qui, en son temps, avait ému l'opinion publique en France où on n'avait jamais bien connu les circonstances du drame qui la termina, bien que cependant elles motivèrent un échange de notes diplomatiques entre le Gouvernement français et celui de Mexico. Cette histoire fut celle d'un Français intrépide et entreprenant, de la race des fondateurs de nos vieilles colonies et le précurseur de nos illustres explorateurs de ces derniers temps : le comte de Raousset-Boulbon. La fin tragique de sa carrière aventureuse et chevaleresque, je la tiens de M. Salar, cet ancien officier de marine français dont j'ai parlé. Il fut l'ami, parfois même le compagnon des exploits de

Raousset-Boulbon et mêlé aux derniers événements auxquels je fais allusion à propos de M. Dano.

Raousset-Boulbon, après avoir parcouru l'ancien Mexique, tenta d'y établir, dans la Sonora, une colonie française. Après avoir triomphé de nombreuses difficultés de toutes sortes, avec la population et les autorités locales, il était sur le point de réussir, lorsqu'il fut entravé par des rivalités locales qui parvinrent, à force d'intrigues, à faire considérer ce Français comme un aventurier rebelle, un conquérant dangereux pour le gouvernement de Mexico, qui le fit passer en jugement et condamner à mort. Aussitôt, la colonie française de la capitale fit les démarches les plus pressantes pour obtenir que l'exécution n'eût pas lieu et qu'on se bornât à l'expulsion de ce vaillant compatriote. La légation de France fut énergiquement sollicitée pour agir. On savait absolument que la moindre démarche venant d'elle aboutirait à une mesure plus juste et plus clémente, mais cette démarche ne fut pas faite. Le ministre de France était alors absent et M. Dano était chargé d'affaires.

L'ordre d'exécution fut envoyé en Sonora. Alors, Salar, informé de la nouvelle, se trouvait en ce moment sur la côte du Pacifique. Il sauta à bord d'une barque de fibustiers et fit voile pour San-Blas, où se trouvait Raousset-Boulbon. Il avait en mains le moyen infaillible de sauver la vie de son ami. Mais il arriva quelques heures trop tard.

En me faisant le récit de ces douloureux événements, Salar était encore secoué par un regain farouche d'émotion vengeresse, et il ajouta que M. Dano ne s'était pas prêté à la moindre démarche, parce qu'il existait, entre Raousset-Boulbon et lui, une animosité personnelle résultant d'intrigues galantes dont les atomes crochus s'étaient heurtés lors des séjours que Raousset-Boulbon avait fait à Mexico.

Tel est le mauvais souvenir, conservé par les Français d'alors, qui devait être d'un mauvais présage pour l'action future de ce nouveau représentant de la France dont les pas-

sions personnelles semblaient dominer l'indépendance qu'exigeait sa charge.

Il est incontestable que durant l'exercice de M. de Montholon, le ministre de France marcha avec le Maréchal la main dans la main, avec une correction parfaite pour le plus grand bien de la conduite politique de l'intervention. Il n'en fut pas de même après l'arrivée de M. Dano, qui ne comprit pas, ou ne voulut pas comprendre, son rôle et manifesta une indépendance regrettable à l'égard du Maréchal dans ses relations avec les principaux fonctionnaires que le Gouvernement français avait envoyés pour coopérer à la réorganisation de l'administration et des finances, qu'il importait, à tout prix, de faire sortir du désordre et de la dilapidation.

Dans cet ordre d'idées principalement, le Maréchal s'efforçait de maintenir dans la voie tracée par les intérêts français, les financiers envoyés de France; mais cette mainmise de l'administration financière ne convenait pas au gouvernement de Maximilien ni à un parti mexicain qui ne voulait pas sacrifier ses intérêts personnels et ceux de sa politique à l'économie qui s'imposait. En outre, une hostilité sourde mais systématique et intraitable était entretenue par le ministre des Finances et tout le personnel mexicain qui était chargé de la gestion financière de l'Empire. Tous ces agents, ces fonctionnaires qui n'avaient recherché des emplois dans l'administration financière que « pour se refaire », se refusaient à reconnaître et à subir le contrôle des agents français, envoyés, précisément, pour veiller à la bonne et honnête administration des deniers de l'Etat. On n'avait jamais accepté leur tutelle ni leur contrôle sur la perception des impôts et leur emploi par les diverses administrations locales. Dernièrement encore, la France avait décidé l'envoi de M. Langlais, conseiller d'Etat, financier éminent, sur la demande de Maximilien, pour être appelé au poste de ministre des Finances. Mais, lorsqu'au commencement d'août 1865, on apprit à Mexico que M. Langlais était envoyé pour

occuper un emploi si important, ce fut un tolle furieux dans toute la gente financière du pays, qui croyait, avec juste raison du reste, qu'on allait lui enlever le pain de la bouche. Alors le Gouvernement, qui était pourtant officiellement informé de la mission de cette haute personnalité française, osa publier, dans le *Journal officiel*, une note impudente, presque impertinente pour le Gouvernement français, auquel on refusait le droit de se mêler d'une pareille affaire.

L'Empereur continua, en cette circonstance, la série de ses procédés de mauvaise foi. Tout en professant des sentiments de reconnaissance pour la protection que lui accordait Napoléon III, il agissait, d'autre part, de manière à annuler les effets de cette protection. Aussi, il s'empressa de prendre, avec ses ministres, toutes sortes de mesures pour paralyser l'action de M. Langlais lorsqu'il arriverait à Mexico, où on lui demanderait seulement *son opinion sur les mesures déjà prises*.

C'est ce qui eut lieu dès son arrivée, dans un décret du 30 septembre. Ce qui fut plus exorbitant, c'est que M. Langlais ne fut même pas nommé ministre des Finances, ainsi qu'il était convenu, mais seulement et dérisoirement *assimilé* à un ministre sans portefeuille pouvant assister, quand l'Empereur l'ordonnerait, au Conseil des ministres, pour donner son opinion sur les questions qu'on daignera lui soumettre.

Cette manière de faire était rien moins que scandaleuse. Le Maréchal en manifesta son mécontentement, ce qui augmenta encore l'âpreté des attaques dont il était l'objet de la part du clan des fonctionnaires mexicains et du parti qui les soutenait. Et pourtant le Maréchal faisait parfois des infractions, importantes et bien généreuses de sa part, aux ordres venus de Paris lui interdisant de faire des avances d'argent au Gouvernement mexicain. Il agissait ainsi uniquement sous l'inspiration d'un sentiment de conciliation, de dévouement et de sympathique pitié pour cet infortuné Empereur, qui se débattait sans cesse dans l'impasse de mi-

sère et parfois même de dénuement où il s'était engagé, et ne faisait rien pour s'en arracher.

Un jour même, je fus, par devoir de service, obligé de me mettre dans un cas pendable. C'était en juillet 1864, la maison impériale était tellement dépourvue de moyens d'existence qu'il n'y avait même pas de quoi mettre la « poule au pot » ! Alors, le Maréchal, apitoyé par une situation aussi lamentable, humiliante même pour tout le monde, dut prendre sur lui d'y porter le remède qui s'imposait immédiatement. Il n'y avait plus rien dans la cassette impériale et le trésor français devait se refuser à effectuer une avance de fonds qu'on ne pouvait ordonnancer à aucun titre régulier. Il fallait donc recourir au seul expédient que comporte l'action immédiate, en dehors de toute règle de comptabilité, c'est-à-dire le *forcement de caisse*, par cas de force majeure.

Le Maréchal me délégua, en bonne et due forme, avec un ordre écrit adressé au payeur en chef de l'armée pour me présenter à la trésorerie et opérer, en son lieu et placé, un forcement de caisse et en extraire une somme de cinq cent mille francs qui serait remise aussitôt au trésorier de la cassette impériale, ce que je fis consciencieusement et sans le moindre scrupule. J'ai même encore en ma possession et sous les yeux la lettre étrange et peu rassurante que m'adressa, le soir même, le payeur en chef pour régulariser par des signatures cette opération de cambriolage peu ordinaire. Voici ce document :

« Mon cher ami,

« Je vous prie de signer nos trois procès-verbaux, en remettre un à S. E. le Maréchal et me renvoyer les deux autres demain matin.

« Il y a de quoi nous faire pendre tous les trois.

« En attendant, je suis à vous.

« A. DE JUPEAU. »

Dans d'autres circonstances encore, le maréchal Bazaine dut prendre sous sa responsabilité de venir au secours du malheureux Gouvernement en détresse. L'Empereur le remerciait avec une touchante effusion, mais n'en continuait pas moins à suivre l'impulsion de ses ennemis. Ce qui était plus grave, c'est qu'il ne faisait rien de ce que le Gouvernement français et le Maréchal le poussaient à faire pour améliorer la situation; il ne cherchait aucun moyen de diminuer le gaspillage et le pillage des deniers publics, mais en revanche il augmentait constamment les dépenses. Une telle façon de gouverner ne pouvait qu'aboutir à une catastrophe !

FIN DU SECOND VOLUME

## Table des Matières du Second Volume

	Pages
CHAPITRE PREMIER	
Mexico. Première période politique.....	1
CHAPITRE II	
Monographie de Mexico.....	25
CHAPITRE III	
Deuxième période politique.....	37
CHAPITRE IV	
Le Général Bazaine prend le haut commandement.	65
CHAPITRE V	
Campagne de l'Intérieur.....	83
CHAPITRE VI	
Prologue de l'Empire.....	121
CHAPITRE VII	
L'Empire se fait attendre.....	133
CHAPITRE VIII	
Acceptation de Maximilien.....	145
CHAPITRE IX	
Préparatifs à Mexico.....	155
CHAPITRE X	
Règne de Maximilien I <sup>er</sup> .....	163
CHAPITRE XI	
Fêtes de joyeux avènement.....	181